

abattoirs canadiens ont abattu et transformé 84,411,009 animaux d'une valeur de \$1,663,251,100. Les capitaux fixes et le capital d'exploitation que ces établissements ont dû mettre en œuvre pour accomplir cette colossale besogne ont été en moyenne de 58 millions de dollars, dont environ 30 millions constituaient les capitaux fixes représentés par les terrains, les édifices et l'outillage et les autres 20 millions, le capital d'exploitation. Le bénéfice brut réalisé par les exploitants au cours de cette période de dix-sept ans, déduction faite des frais de main-d'œuvre et d'administration et du coût des animaux et de l'outillage, s'est élevé à \$272,085,154, soit une moyenne de \$16,005,009 par année. En tenant compte du nombre global d'animaux abattus et des profits bruts, la moyenne était de \$3.22 par animal, ce qui est un écart assez considérable, une fois payés la main-d'œuvre, l'exploitation et les matériaux.

Il me semble qu'avant la guerre on aurait dû prendre des mesures pour que ce fût le cultivateur et non pas l'abattoir qui profitât de ces avantages. C'est très bien de parler de la situation des marchés et de la production de la viande en temps de guerre; le ministre s'est montré passablement optimiste et certaines gens le croiront peut-être sur parole. En consultant le *Financial Post* du 20 mai, j'y relève un article de M. Kenneth Wilson, un correspondant d'Ottawa qui s'est rendu en Grande-Bretagne afin de se rendre compte sur place de la situation des marchés. Voici ce qu'il écrit :

L'un des experts que j'ai consultés prétend que deux mois après la guerre européenne le Danemark sera prêt à entrer en pourparlers avec la Grande-Bretagne au sujet de la vente de bacon au cours de la période qui suivra. Cette même personne pense qu'en mois de deux ans après la guerre, les Danois se seront emparés d'une grande partie du marché anglais.

Et plus loin il ajoute :

Ils insistent sur un point important rarement discuté chez nous, savoir que le Danemark sera toujours en meilleure posture que le Canada tant que la majeure partie du bacon canadien d'exportation proviendra de porcs nourris au grain et devra faire concurrence au bacon danois, qui est un sous-produit de l'industrie laitière.

Et il déclare :

Ce qu'il faut remarquer, c'est que le bacon canadien, tel qu'expédié présentement en Grande-Bretagne, n'a pas, au point de vue commercial, la même qualité que celui du Danemark, malgré les progrès réalisés dans la production du bacon au Canada en ces dernières années.

Il donne les chiffres de nos exportations jusqu'à la fin de 1943 et ajoute que nous serons peut-être capables de vendre 400 millions de livres par année jusqu'à la fin de la guerre. Puis il déclare :

Quelques-uns des distributeurs importants, avec qui je me suis entretenu ont parlé de la baisse de la qualité du bacon canadien.

Le ministre a dit à la Chambre, à maintes reprises, que le cultivateur canadien se tirait

[M. Hlynka.]

d'affaire dans ce domaine particulier. Le fait est que plusieurs cultivateurs canadiens touchent un moindre prix lorsque leurs porcs sont trop pesants, car on veut produire une meilleure qualité de bacon. En face d'un tel état de choses, il est plutôt décourageant de lire des déclarations de ce genre.

L'hon. M. MITCHELL: M. Kenneth Wilson est-il spécialiste en questions agricoles?

M. HLYNKA: Je ne connais pas M. Kenneth Wilson personnellement, mais la façon dont il expose la question dans cet article...

L'hon. M. MITCHELL: Dans quel journal?

M. HLYNKA: Dans le *Financial Post* du 20 mai 1944.

Une VOIX: On ne peut pas trouver à redire là-dessus.

M. HLYNKA: Si j'attache tant d'importance à cet article, c'est qu'il semble bien fait et que les données statistiques de l'auteur concordent avec celles que j'ai relevées dans d'autres publications.

M. BLAIR: Qui publie le *Financial Post*?

M. HLYNKA: L'éditeur du *Financial Post* n'est certainement pas un créditiste. C'est peut-être un libéral. Les cultivateurs qui ont trop engraisé leurs porcs ont touché un moindre prix de ce fait. L'expérience acquise dans la présente guerre devrait permettre au Canada d'assurer des débouchés à ses cultivateurs dans la période d'après-guerre. L'article dit qu'avant la guerre le Danemark fournissait à la Grande-Bretagne environ 60 p. 100 de son bacon, et le Canada, seulement de 18 à 20 p. 100. Le marché anglais devrait être le meilleur débouché pour notre bacon. Si nous ne pouvons produire la qualité que la population anglaise désire, nos cultivateurs retourneront à leur position d'avant la guerre. Tout honorable représentant de l'Ouest sait par quelle crise le Canada est passé alors, et plusieurs ont déclaré dans cette enceinte que nous ne reviendrons jamais aux conditions d'avant-guerre. Pourtant, nous nous y acheminons. Que le ministre songe donc, avec ses spécialistes, à garantir à nos cultivateurs, leur juste part du revenu national, après la guerre.

Je conviens qu'il n'est pas facile, en temps de guerre, d'administrer quelque ministère que ce soit, et je m'abstiendrai de toute critique directe pour le moment. Le groupe du crédit social ne cherche pas à préparer dans ces murs les élections de la Saskatchewan, bien que d'autres honorables députés semblent y porter un certain intérêt. Nous nous bornons à saisir le comité de cette question, que nous jugeons importante pour les cultivateurs du Canada.